

Les Français pour l'Europe

18/06/2009

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Chers Compagnons, Chers Amis,

Je veux d'abord vous dire que nous sommes heureux que vous ayez répondu à une invitation qui a été lancée sans phoning, sans harcèlement d'aucune sorte, sans souci du nombre. Nous pensions être au mieux 80. Nous sommes 140 et je dirai simplement : tant mieux !

Je salue particulièrement la présence des représentants de la presse écrite et audiovisuelle que nous sommes heureux d'accueillir.

Par delà les manifestations officielles, il y a un peu partout en France, et ici même en Dordogne, des soirées qui rassemblent celles et ceux pour lesquels le 18 Juin a un sens. Mais, je pense que si l'on veut être un peu sincère, une telle soirée ne peut être une soirée purement politicienne. Elle doit être à mon sens, l'occasion de s'interroger sur le sens que le gaullisme a encore pour nous aujourd'hui, presque 39 ans après la mort du Général de GAULLE.

Qu'est ce que le gaullisme représente aujourd'hui pour nous ?

Est-ce que le gaullisme peut encore inspirer notre action ?

Et si j'ouvre ce débat, je ne prétends certes pas l'épuiser seul. Je souhaiterais que beaucoup, dont certains sont encore plus autorisés que les autres à le faire, puisqu'ils ont vécu l'aventure gaulliste depuis le premier jour, et même que très largement, tous ceux qui le souhaitent, puissent intervenir dans ce débat.

- **D'abord, le gaullisme a-t-il encore un sens aujourd'hui ?**

Cela suppose une définition du gaullisme qui n'est pas un simple pragmatisme, comme l'on entend trop facilement dire aujourd'hui : du genre, on a quitté l'OTAN en 1966 mais il est tout aussi bien d'y revenir aujourd'hui.

Le gaullisme à mon sens, ce sont trois choses :

- D'abord, ***l'ambition et le refus***

L'ambition, c'est d'abord l'attachement profond à la France que le Général de GAULLE a toujours affirmé et sa volonté de la voir tenir un rang et un rôle qui soient à sa mesure.

A l'heure de la construction de l'Europe, cette vision est-elle toujours possible ? C'est vous le savez, un fort sujet de débat dans nos rangs. J'ai travaillé avec Alexandre SANGUINETTI, avec Jean FOYER, avec Yves GUENA, et j'ai bien vu leurs craintes de voir l'identité de la France, et même plus fortement son destin, se diluer dans une Europe ou d'autres forces, ou pire encore, l'absence de forces, nous rejetteraient dans le néant.

Mais peut-on ignorer à quel point le Général de GAULLE a été un acteur de l'Europe ? D'abord, parce que même si ses positions ont été, il faut le reconnaître parfois changeantes, il a appartenu à une génération d'hommes, ceux qui avaient vécu les deux guerres, et pour lesquels l'organisation de l'Europe, c'était d'abord une composante de la paix. Ensuite, parce qu'il a été, et ce n'est pas sans lien, avec le chancelier ADENAUER, l'artisan de la réconciliation franco-allemande, et que nous savons bien que dans la construction de l'Europe, le moteur essentiel, celui auquel nous devons toujours être attentifs, c'est le moteur franco-allemand.

Ensuite encore, parce que le Général de GAULLE a toujours parlé de la grande Europe, celle qui va de l'Atlantique à l'Oural, -sans doute, aurait-il salué l'entrée en 2004, des nouveaux Pays d'Europe Orientale-, et non pas d'une Europe étriquée qui ferme ses portes.

Enfin, parce que s'il a été souvent exigeant, voire défiant à l'égard de ses partenaires, et opposé à l'idée d'une Europe fédérale, il a été l'instigateur des politiques communes, particulièrement la PAC, et qu'il a été l'un des premiers, voire le premier Chef d'Etat européen à parler d'une monnaie commune.

Alors, je trancherai pour ma part, mais l'on pourra en débattre, dans le sens d'un Général de GAULLE ambitieux pour l'Europe.

Et puis, il y a **le refus**. Le refus, c'est par essence l'appel du 18 juin, le refus de la défaite, le refus de la soumission, l'appel à la Résistance.

Ce refus, on le retrouve chaque fois que notre capacité à décider nous mêmes, et par nous-mêmes, de notre destin risque d'être mise en cause. C'est vrai quand il s'agit de notre Défense. C'est le Général de GAULLE qui a lui-même rajouté, dans l'exposé des motifs de la 1^{re} Loi de Programmation Militaire, la phrase : *«Nous ne pouvons nous en remettre à d'autres du soin d'assurer notre propre défense»*.

Mais ce refus, il l'a exprimé aussi, de façon claire et sur la politique étrangère et sur l'Europe. Et je cite sa conférence de presse du 23 juillet 1964 : *«Mais quelle Europe ? C'est là le débat... Suivant nous, Français, il s'agit que l'Europe se fasse pour être*

européenne. Une Europe européenne signifie qu'elle existe par elle-même et pour elle-même, autrement dit qu'au milieu du monde elle ait sa propre politique. Or, justement, c'est cela que rejettent, consciemment ou inconsciemment, certains qui prétendent cependant vouloir qu'elle se réalise. Au fond, le fait que l'Europe, n'ayant pas de politique, resterait soumise à celle qui lui viendrait de l'autre bord de l'Atlantique leur paraît, aujourd'hui encore, normal et satisfaisant.»

C'est cette vision, Mesdames, Messieurs, qui a animé pendant près de quarante ans le plus fort consensus qui ait existé dans notre Pays, à la fois, sur la Défense, sur la politique étrangère et sur l'Europe. C'est ce consensus qui est aujourd'hui gravement remis en cause par le retour dans l'organisation intégrée de l'OTAN.

- Seconde composante du gaullisme : ***une certaine vision de l'homme.***

Non pas une vision angélique, mais ***une vision profondément solidaire***, faite d'exigence mais aussi de recherche d'idéal.

De l'exigence, c'est le thème de l'effort, la conscience que l'on est dans un monde où l'on ne pèsera rien, ou l'on ne résoudra rien, si l'on ne demande pas à toutes et tous les efforts nécessaires. Ce n'est certes pas comme le demandait CHURCHILL «*de la sueur, du sang et des larmes*», mais c'est l'effort solide, tenace, continu avec aussi, la volonté constante de maîtriser les technologies les plus avancées, grâce à un effort exceptionnel de mobilisation autour de la délégation générale à la recherche. Et c'est en même temps, la volonté constante de prendre les problèmes à bras le corps, et chaque fois qu'il est possible de les anticiper.

Mais cet appel à l'effort avait ***des contreparties*** qui restent particulièrement actuelles.

D'abord, la conviction qu'il n'y a *pas d'effort sans justice, sans solidarité et sans partage des résultats*. Les années de GAULLE étaient des années où l'on parlait beaucoup de justice fiscale et où l'on parlait aussi de politique des revenus. Les syndicats y ont vu, c'est vrai, une tentative de limiter la progression des salaires, mais c'est tout de même oublier que la politique des revenus visait à éviter que ne se creusent les écarts entre les différentes sources et les différentes catégories de bénéficiaires de revenus. Préoccupations dont nous sommes fort éloignés à l'heure du bouclier fiscal et des parachutes dorés non réglementés.

Ensuite, *la volonté de donner les mêmes chances à tous les jeunes Français* avec, sous l'impulsion de Jean CAPELLE, la création du collège unique que les responsables de l'éducation nationale n'ont plus aujourd'hui le courage de réévaluer.

Enfin, *la recherche du consensus social et de la participation*. A l'heure où les réformes sont souvent décidées dans l'inspiration du moment, en réponse improvisée à tel ou tel problème d'actualité, avec la volonté d'occuper momentanément les médias, on a oublié que dans les années de GAULLE, les réformes furent

nombreuses, mais qu'elles donnèrent souvent lieu à une large concertation avec l'ensemble des partenaires économiques et sociaux dans ce que l'on appelait les commissions de modernisation du plan.

Enfin, troisième composante : les institutions

C'est le sujet le plus difficile car la vérité oblige à dire que nos institutions n'ont jamais cessé de bouger depuis 1958.

Mais dans l'esprit du Général de GAULLE, nos institutions avaient trois caractéristiques.

- *La primauté du suffrage universel*, qui était le fondement –pour le Président et pour l'Assemblée Nationale- et je note que le Général de GAULLE souhaitait que ces deux élections soient clairement séparées dans le temps-, suffrage universel qui était aussi l'arbitre, en cas de dissolution, voire de référendum.
- *La prééminence d'un exécutif à deux têtes*, celle du Président, le plus fort mais un peu en retrait et le Premier Ministre, les mains plongées dans l'action quotidienne.
- Et on ne le souligne pas assez, *un vrai système parlementaire*, très encadré à l'origine par réaction aux dérives de la IVème, mais qui s'est affirmé peu à peu, notamment sous l'impulsion du Président de l'Assemblée Jacques CHABAN DELMAS.

Or, nous sommes aujourd'hui très loin de ce schéma. D'un côté, une hyper-présidentialisation qui n'est pas entièrement le fait des hommes –il y a la part du quinquennat- mais où le style et la volonté des hommes pèsent tout de même très fort. Une réforme constitutionnelle qui, en permettant d'encadrer le droit d'amendement et en faisant entrer le gouvernement dans les commissions parlementaires, est passée complètement à côté de son objectif de rééquilibrage. Une volonté désordonnée de redéfinition des différentes institutions : médias, collectivités territoriales, justice.

On ne sait pas quel sera le point d'arrivée, mais il est clair que l'on s'éloigne sur le fond comme dans la forme de la vision gaulliste.

Alors, que devons-nous faire ?

L'inspiration gaulliste correspond-elle toujours à notre temps ? A l'heure où le Président américain, Barak OBAMA, parle lui-même de monde multipolaire et d'hémisphère, à l'heure où la faible participation aux élections européennes vient montrer que les citoyens ont besoin d'être mobilisés sur des choix politiques clairs et forts, on a toutes les raisons de le penser.

Devons-nous temporiser, et comme le font beaucoup de nos amis, et non des moindres, nous soumettre après avoir, un temps, fait entendre nos différences ? Peut-

être serait-il sage du simple point de vue de l'intérêt politique personnel, mais je doute fort que cela mène très loin, comment prétendre infléchir de l'intérieur ce que l'on n'a pas, ou que l'on n'a plus, le courage de critiquer ou de dénoncer de l'extérieur ?

Notre Pays a aujourd'hui besoin d'une alternative. Parce que sur trop de sujets graves –l'indépendance de la France et celle de l'Europe, la justice sociale, le respect des droits des citoyens- trop d'évolutions sont préoccupantes. Et parce que la démocratie exige qu'il y ait toujours un véritable débat.

Bâtir cette alternative ne doit pas se faire que sur le terrain des états majors politiques ou des candidats passagèrement providentiels.

Bâtir cette alternative doit se faire d'abord sur le terrain des idées et des projets.

Si la volonté est de bâtir une Europe européenne, une Europe ouverte, une Europe ambitieuse dans ses politiques communes, une Europe qui ait la volonté de maîtriser sa Défense et ses positions sur la scène internationale, une Europe attentive aux droits et aux espoirs de ses créateurs, de ses salariés, de ses consommateurs. Si la volonté est de faire en sorte que l'on réconcilie l'Europe et les Nations, et qu'en particulier, les parlements nationaux jouent pleinement leur rôle de médiateur entre l'Europe et l'opinion, les gaullistes ont toute leur place pour contribuer à cette entreprise.

Si l'ambition est de mettre lucidement à plat les problèmes de fond –les rémunérations, les retraites, la sécurité sociale, l'endettement-, mais dans une volonté de dialogue, de justice sociale, de vraie solidarité, d'accès à la participation et aux responsabilités, en un mot, si l'ambition est d'aller dans le sens du progrès, les gaullistes ont vocation à être parties prenantes.

Enfin, si la volonté est de rééquilibrer nos institutions, de rendre au Parlement son espace de respiration, d'assurer le pluralisme des médias –comme l'avait fait, en son temps, l'Ordonnance de 1944-, de donner enfin à la justice de ce Pays les moyens de véritablement fonctionner, de rendre plus de responsabilités aux collectivités et aux citoyens, alors là encore, je le pense, les gaullistes ont plus que jamais leur place.

Le chemin peut paraître rude. Beaucoup peuvent aujourd'hui se sentir découragés ou dispersés. Mais bâtir une alternative est la seule façon de se rassembler dans la durée. Pour notre part, nous y sommes prêts.

Daniel GARRIGUE,
Député non inscrit,
Président de l'Association,
Les Français pour l'Europe